

Sommaire

Textes officiels

- 2 Santé protection sociale internationale
- 2 Bilan des activités de lutte contre les infections nosocomiales dans les établissements de santé pour l'année 2009
- 2 HCSP : avis sur les projets de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes contre le risque lié au radon dans les bâtiments
- 2 HCSP : poursuite du programme de vaccination avec le MenBvac® en Seine-Maritime et dans les départements limitrophes

Actualités en ligne

- 2 28 avril 2010 : journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail
- 3 Comprendre et anticiper les nouveaux risques au travail : quelles politiques au service de la prévention ?
INRS, Rencontres avec le monde public, 28 avril 2010.
- 3 Usagers du système de santé
- 3 Bilan du débat public sur le développement et la régulation des nanotechnologies : 15 octobre 2009-24 février 2010
CNDP, 9 avril 2010, 12 pages.
- 3 Le calendrier des vaccinations et les recommandations vaccinales
INVS, n° 14, 15, 22 avril 2010.

Dossiers

- 4 Le lancement des agences régionales de santé
ASH, 1^{re} partie, n° 2654, 9 avril 2010 pp. 39 à 44. ASH, 2^e partie, n° 2655, 16 avril 2010, pp.37 à 43.
- 4 La protection des majeurs vulnérables
ASH, 2^e édition, n° 2652 du 26 mars 2010. 162 p.
- 4 Éducation populaire et éducation pour la santé
INPES, La Santé de l'homme, n° 405, janvier-février 2010.

Rapport

- 4 La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains
Sénat, Commission des affaires sociales, rapport d'information, n° 361, 24 mars 2010.

Ouvrages

- 5 Solidarités, précarité et handicap social
Sous la direction de Didier Castiel et de Pierre-Henri Bréchat, préface de Didier Tabuteau, Presses de l'EHESP, mars 2010.
- 5 Le médicament, enjeu du xx^e siècle : le temps des alliances
Christian Lajoux, président de Leem, Éditions du Cherche-Midi, février 2010.

Textes officiels

Santé protection sociale internationale

Un arrêté en date du 29 mars porte approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public, dénommé « Santé, protection sociale internationale : ce GIP SPSI, qui est constitué pour une durée de cinq ans, a pour mission d'assurer la mise en œuvre auprès des Etats partenaires et institutions étrangères d'actions de coopération et d'assistance technique dans les domaines de la santé, de la protection sociale et de l'action sociale. Cette convention remplace celle approuvée par l'arrêté du 12 mai 2005.

Arrêté du 29 mars 2010, JO du 15 avril 2010.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022096653>

Bilan des activités de lutte contre les infections nosocomiales dans les établissements de santé pour l'année 2009

Le contenu du bilan 2009 des établissements de santé est identique à celui de 2008. A partir de 2010 (recueil 2011), les indicateurs évolueront progressivement pour prendre en compte les objectifs fixés par le plan stratégique national 2009-2013 de prévention des IAS et le programme national 2009-2013 de prévention des IN que les établissements doivent mettre en œuvre, sans attendre la publication des nouveaux indicateurs.

Circulaire DGS/DHOS/RI/E2, n° 2010-60 du 12 février 2010, Bulletin Officiel Santé du 15 avril 2010, 41 pages.

http://www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/fichiers/bo/2010/10-03/ste_20100003_0100_0075.pdf

HCSP : avis sur les projets de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes contre le risque lié au radon dans les bâtiments

Le Haut Conseil de la santé publique a été saisi par la direction générale de la santé le 11 février 2010 à propos des projets de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes contre le risque lié au radon dans les bâtiments (article 103) pris en application de la loi hôpital, patients, santé et territoires. La Commission spécialisée Risques liés à l'environnement (CSRE) du HCSP s'est prononcée sur les points suivants : l'opportunité du choix du seuil de 300 Bq/m³, au-delà duquel des actions correctives doivent être conduites ; le choix des catégories d'immeubles concernées par ce décret, les logements en immeubles collectifs et individuels étant désormais concernés ; la nature et l'enchaînement des mesures proactives proposées dans ce projet de décret et précisé pour certains aspects techniques, dans un arrêté.

HCSP, Avis du 17 mars 2010 : sur le site du HCSP, rubrique avis et rapports : www.hcsp.fr

HCSP : poursuite du programme de vaccination avec le MenBvac® en Seine-Maritime et dans les départements limitrophes

Compte-tenu de la situation épidémiologique actuelle, le Haut Conseil de la santé publique recommande la poursuite en 2011 des campagnes vaccinales en Seine-Maritime et dans les départements limitrophes.

HCSP : Avis du 26 mars 2010 : sur le site du HCSP, rubrique avis et rapports : www.hcsp.fr

Actualités en ligne

28 avril 2010 : journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail

Comme le rappelle le directeur général du Bureau international du Travail dans son discours inaugural : « chaque jour dans le monde, 6 300 personnes meurent des suites d'un accident ou d'une maladie professionnelle, soit plus de 2,3 millions de décès par an. Les 337 millions

d'accidents du travail entraînent chaque année des arrêts de travail prolongés. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des nouveaux enjeux de sécurité et de santé au travail dans un monde professionnel en mutation rapide : de nombreux dangers au travail continuent d'être occultés et méconnus, en particulier dans l'économie informelle ».

<http://www.ilo.org/global/lang-fr/index.htm>

Comprendre et anticiper les nouveaux risques au travail : quelles politiques au service de la prévention ?

À cette occasion, les rencontres organisées le même jour à Paris, par l'Institut national de Recherche et de sécurité ont permis d'aborder différents thèmes concernant les nouveaux risques au travail : formation et information des salariés et des managers à la prévention, qu'elle soit sociale ou organisationnelle ; prévention des risques psychosociaux (combattre toutes les formes de violences au travail dues à des causes multiples) ; prévention aujourd'hui des cancers de demain (salariés exposés à des produits chimiques, des rayonnements ou des agents biologiques potentiellement cancérigènes...) ; stratégies de bonne pratique dans la manipulation des nouvelles substances chimiques (nanoparticules) ; prévention de la gestion des risques dans le domaine de la sous-traitance...

INRS, Rencontres avec le monde public, 28 avril 2010.

Usagers du système de santé

Le site du ministère de la Santé a ouvert une rubrique destinée aux usagers du système de santé, qui s'adresse aussi bien aux patients, aux professionnels de santé qu'aux représentants associatifs. Il a pour but de donner des infos d'actualité et de faire connaître aux usagers leurs droits.

<http://www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/espace-usagers.html>

Bilan du débat public sur le développement et la régulation des nanotechnologies : 15 octobre 2009-24 février 2010

Le 23 février 2009, les pouvoirs publics avaient saisi la Commission nationale du débat public (CNDP) d'une demande d'organisation d'un débat public sur des options générales en matière de développement et de régulation des nanotechnologies. Ainsi la CNDP a décidé d'aller vers le public et de le rencontrer dans 17 villes où sont déjà implantés des sites industriels pour la fabrication de nanoproducts ou des laboratoires de recherche sur les nanosciences ou les nanotechnologies. Ce bilan présente la préparation du débat, puis son déroulement (les questions qui se sont posées lors de ce débat : les attentes positives vis-à-vis des nanotechnologies, les craintes et les reproches qui peuvent être soulevés) et les propositions qui en découlent : connaître et mieux faire connaître ; évaluer (amplifier la recherche pour mieux comparer bénéfices et risques), former ; protéger (renforcer la sécurité des salariés), assurer les libertés individuelles et collectives ; prévoir un encadrement éthique du développement des nanotechnologies ; mettre en œuvre une gouvernance nouvelle ; réglementer : à l'échelon national ou européen ? Enfin quel bilan et quels enseignements tirer de ce débat ?

CNDP, 9 avril 2010, 12 pages.

http://debatpublic-nano.org/informer/bilan_debat.html

Le calendrier des vaccinations et les recommandations vaccinales

Le calendrier vaccinal présente des nouveautés en 2010 : les vaccinations contre les infections invasives à méningocoque C (recommandées pour les nourrissons de 12 à 24 mois, ainsi qu'en rattrapage, pour une période transitoire, aux enfants, adolescents et jeunes adultes jusqu'à l'âge de 24 ans révolus) et celles à pneumocoques (un nouveau vaccin conjugué comprenant 13 valences a obtenu une AMM et doit se substituer au vaccin pneumococcique conjugué 7-valent dès que possible), qui font suite à deux avis du Haut conseil de la santé publique (HCSP). Pour la deuxième année consécutive, la rougeole a été choisie comme priorité, aux niveaux national et européen lors de la semaine européenne de vaccination du 23 au 30 avril 2010 (24 régions françaises et 45 pays européens y participent). En dehors du contexte de la pandémie à virus

grippal A (H1N1) qui aura marqué l'année 2009 et dont les résultats des études ne seront disponibles qu'à la fin du premier semestre 2010, le calendrier vaccinal présente également une extension des recommandations de vaccination contre la grippe saisonnière en 2010 : deux nouvelles catégories de populations font désormais partie des personnes chez qui la vaccination contre la grippe saisonnière est recommandée : les personnes séjournant dans un établissement ou service de soins ou dans un établissement médico-social d'hébergement, et les personnes infectées par le VIH, quels que soient leur âge et leur statut immuno-virologique. A la fin de ce numéro du Bulletin épidémiologique hebdomadaire, un rappel des avis du HCSP relatifs à la vaccination sont publiés depuis la parution du calendrier vaccinal 2009

INVS, n° 14, 15, 22 avril 2010.

http://www.invs.sante.fr/beh/2010/14_15/index.htm

Dossiers

Le lancement des agences régionales de santé

La revue *Actualités sociales hebdomadaires* a consacré un dossier aux ARS, en deux parties : la première partie du dossier explique le fonctionnement des ARS et leurs compétences. « Chargées de décloisonner le sanitaire et le médico-social, de réduire les inégalités territoriales de santé ou encore de veiller à l'équilibre financier du système de santé, les ARS sont entrées en vigueur le 1er avril ». La seconde partie « est consacrée aux conférences régionales de la santé et de l'autonomie et aux conférences de territoire, instances qui contribuent à la définition et à la mise en œuvre de la politique régionale de santé ».

ASH, 1^{re} partie, n° 2654, 9 avril 2010 pp. 39 à 44. ASH, 2^e partie, n° 2655, 16 avril 2010, pp.37 à 43.

La protection des majeurs vulnérables

Cette 2^e édition d'ASH présente successivement : l'accompagnement social et judiciaire des majeurs vulnérables, les mesures de protection, l'organisation du secteur tutélaire, le financement du secteur tutélaire, la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

ASH, 2^e édition, n° 2652 du 26 mars 2010. 162 p.

Éducation populaire et éducation pour la santé

En France, plus de 4 millions d'enfants et de jeunes âgés de 3 à 18 ans fréquentent des accueils de loisirs (33 000 centres) et des séjours de vacances (près de 30 000 séjours par an). Ce dossier de *La Santé de l'homme* a pour objectif de présenter une première approche des associations d'éducation populaire et de montrer la place qu'elles tiennent dans l'éducation des enfants et des jeunes. Qu'elles soient confessionnelles, laïques ou ouvrières, ces associations qui sont nées à la fin du XIX^e siècle, se sont développées au cours du XX^e siècle pour offrir des activités multiples favorisant l'autogestion et en même temps des projets éducatifs et pédagogiques aux enfants et aux jeunes. Ce dossier étudie comment la promotion de la santé peut se pratiquer dans ces associations et s'y insérer tout en gardant la spécificité ludique et éducative. Des regards croisés des professionnels d'éducation populaire et d'éducation pour la santé ainsi que des expériences régionales concrétisent cette approche.

INPES, *La Santé de l'homme*, n° 405, janvier-février 2010.

Rapport

La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains

Une délégation de la commission des affaires sociales du sénat, conduite par Alain Vasselle, s'est rendue en Californie, du 10 au 18 septembre 2009, pour y étudier la réforme de santé

voulue par le président Obama. Cette réforme vise, à la fois, à garantir à chaque Américain une assurance contre le risque maladie et à maîtriser l'évolution des dépenses de santé, qui sont les plus élevées du monde. Malgré les oppositions que cette réforme complexe, après plus d'un an de travail, a pu susciter (car aux Etats-Unis l'idée selon laquelle la santé serait un droit qu'il appartient à la puissance publique de garantir n'a rien d'évident), la volonté de corriger les inégalités dans l'accès à la santé et les dysfonctionnements du marché de l'assurance a finalement prévalu et la réforme a été adoptée en mars dernier.

Sénat, Commission des affaires sociales, rapport d'information, n° 361, 24 mars 2010.

63 pages et en direct sur le site : www.senat.fr/noticerap/2009/r09-361-notice.html

Ouvrages

Solidarités, précarité et handicap social

Le pilier de notre système de protection sociale est la solidarité. La précarité ne se limite pas à la seule mesure du revenu, mais elle concerne d'autres facteurs. C'est pourquoi les auteurs ont investi le concept « de handicap social » car il embrasse la diversité environnementale des individus en situation de défaveur, soit dans six domaines : santé, ressources financières, culture, relations sociales, logement et patrimoine. Ils dressent ainsi un état des lieux sur cette question de précarité et de handicaps sociaux afin d'apprécier aujourd'hui l'existence ou non d'une dynamique de construction ou de déconstruction de la solidarité et dans ce dernier cas, proposer des pistes pour y remédier. Ils préconisent d'inventer une politique de solidarité globale des territoires au niveau national comprenant tous les domaines et de dépasser les à-coups des mesures restreintes prises en urgence, qui ne font que déplacer les problèmes, sans les résoudre, car le droit à la solidarité doit devenir un droit à part entière.

Sous la direction de Didier Castiel et de Pierre-Henri Bréchat, préface de Didier Tabuteau, Presses de l'EHESP, mars 2010.

256 pages.

Le médicament, enjeu du xx^e siècle : le temps des alliances

Cet ouvrage, destiné au grand public a pour objectif de rappeler le rôle majeur du médicament dans les progrès de santé et le recul de la maladie (antibiotiques, vaccins, les traitements contre l'hypertension, le diabète, le cancer, le sida...). Il corrige de façon documentée, un certain nombre d'idées reçues concernant les véritables enjeux liés au secteur du médicament. Il aborde également les nouveaux défis stratégiques en termes de recherche et de projets industriels qui s'imposent à l'industrie du médicament, confrontée dans une compétition économique, stratégique et politique entre les États. Il soulève les questions sur l'avenir du médicament en France au moment où celui-ci prend un certain retard et propose pour y remédier des alliances dans le domaine de la recherche notamment entre le public et le privé, entre les différents acteurs scientifiques (hôpitaux, universités, grandes écoles), entre les grands instituts nationaux représentés par l'Alliance pour les sciences du vivant (Inserm, CNRS, CEA, Inca, Institut Pasteur...).

Christian Lajoux, président de Leem, Éditions du Cherche-Midi, février 2010.

215 pages.

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Conseil de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.fr